



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 1^{er} avril 2026

Nos réf. : SHM/JG/MT n° 26-91

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PLASTIFER

41, Rue Victor Basch - 52100 SAINT-DIZIER

Code AIOT : 0005701274

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 mars 2026 dans l'établissement PLASTIFER implanté 41, Rue Victor Basch - 52100 SAINT-DIZIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée afin de lever l'arrêté de mise en demeure n° 52-2023-04-00010 du 4 avril 2023. En effet, l'exploitant a depuis répondu à l'ensemble des prescriptions de cet arrêté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLASTIFER
- 41, Rue Victor Basch - 52100 SAINT-DIZIER
- Code AIOT : 0005701274
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement PLASTIFER, basé à SAINT-DIZIER est autorisé à stocker, trier et regrouper des déchets principalement de métaux et de bois. L'exploitant est également autorisé à recevoir et dépolluer des véhicules hors d'usage, environ 500 par an, qui une fois dépollués sont envoyés sur le site de VITRY-LE-FRANÇOIS.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	respect de prescription	AP de Mise en Demeure du 04/04/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a respecté les prescriptions de la mise en demeure précitée. Celle-ci peut donc être levée. Un arrêté préfectoral sera proposé à Madame la Préfète de la Haute-Marne, en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : respect de prescription

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/04/2023, article 1
Thème(s) : Autre, situation administrative / conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société PLASTIFER est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite Rue Victor Basch à SAINT-DIZIER, de respecter, dans un délai de trois mois, les prescriptions du point 3.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 648 du 10 janvier 2007, qui impose l'étanchéité des aires extérieures de stockage des déchets. La société PLASTIFER est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite Rue Victor Basch à SAINT-DIZIER, de régulariser sa situation administrative concernant le stockage de déchets dangereux non autorisés dans un délai de trois mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 11 mai 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, un porter à connaissance demandant l'ajout de la rubrique 2711. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>Cette transmission intervient également dans la régularisation administrative relative l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n° 52-2023-04-00010 du 04 avril 2023.</p> <p>A l'issue de l'instruction de ce porter à connaissance, un arrêté préfectoral complémentaire a été rédigé sous le n° 52-2023-10-00190 du 25 octobre 2023 autorisant cette nouvelle activité au sein du site PLASTIFER.</p> <p>Cette arrêté rend donc caduc la prescription relative à ce manquement de la mise en demeure précitée.</p> <p>Dans un second temps, l'exploitant devait réaliser une dalle étanche afin de respecter la prescription de l'article 3.4.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 648 du 10 janvier 2007 modifié. L'exploitant a réalisé une dalle qui a pu être constatée le jour de la visite.</p> <p>La réalisation de cette dalle rend donc caduque la prescription relative à ce manquement de la mise en demeure précitée.</p> <p>Considérant que l'exploitant a répondu à l'ensemble des prescription de la mise en demeure précitée, il est proposé à Mme la Préfète de Haute-Marne, un arrêté préfectoral levant la mise en demeure précitée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite